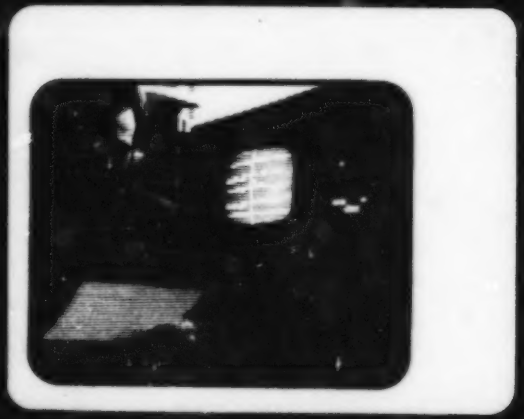
Rapport annuel

1982-83



84- 3439 /

Rapport annuel

1982-83

Société
d'aménagement
de l'Outaouais

**Gouvernement
du Québec**

Dépôt légal - 3e trimestre 1983
Bibliothèque nationale du Québec

Le 1er septembre 1983

Monsieur Jacques Léonard
Ministre des Affaires municipales
Hôtel du Gouvernement
Québec, QC

Monsieur le ministre,

Au nom des membres du conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous soumettre le rapport des activités de la Société d'aménagement de l'Outaouais pour l'année financière terminée le 31 mars 1983.

Ce rapport annuel vous est transmis conformément à l'article 230 de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais.

Veuillez croire, monsieur le ministre, en l'assurance de ma haute considération.

Roger Blais
Président-directeur général

Société
d'aménagement
de l'Outaouais
Gouvernement
du Québec

SOMMAIRE

INTRODUCTION 3

Chapitre I
LE FONCTIONNEMENT
DE LA SOCIÉTÉ 5

Chapitre II
LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE 13

Chapitre III
LA GESTION DES ÉQUIPEMENTS 35

Chapitre IV
LES ÉTATS FINANCIERS 45

Annexe
LISTE DES ÉTUDES RÉALISÉES
EXERCICE FINANCIER 57

INTRODUCTION

La Société d'aménagement de l'Outaouais est une corporation créée en vertu du titre III de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (Chapitre 85, Statuts du Québec 1969). De par cette loi, la Société jouit des droits et privilèges d'un mandataire du Gouvernement du Québec. C'est également sous l'empire de cette loi qu'ont été créées la Communauté régionale de l'Outaouais (titre I) et la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais (titre II).

La Société relève du ministre des Affaires municipales du Québec. En vertu de l'article 201, la Société a pour mission «de favoriser l'essor économique de la région de l'Outaouais» et de «réaliser des projets d'équipements industriel, commercial, récréatif et touristique».

Le territoire confié à la Société comme champ d'action couvre 34 260 kilomètres carrés dans l'Outaouais soit, selon l'annexe B de la loi, les comtés municipaux de Gatineau, Papineau et Pontiac ainsi que les villes de Hull, Gatineau, Aylmer, Buckingham, Masson, Maniwaki et Thurso.

CHAPITRE I

LE FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ

Structure

La structure interne de la Société comprend deux directions cadres soit, la Direction du développement économique et la Direction de la gestion, chapeautées par la Direction générale.

La DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE comprend les quatre services suivants :

1. Le **Service du développement industriel et commercial** s'occupe du développement et de la promotion industriels et commerciaux dans l'Outaouais québécois. À cet effet, il joue le rôle d'un commissariat industriel à l'échelle de la région. En plus, par son entremise la Société s'affiche comme étant un des plus importants centre d'animation, d'information et de consultation auprès des hommes d'affaires désireux d'implanter leur entreprise dans la région ou d'en favoriser la croissance. À cette fin, le Service du développement industriel et commercial met à la disposition des gens d'affaires de nombreux services :

— aide technique à l'implantation, l'expansion ou la réinstallation de l'entreprise;

— information et soutien technique concernant les programmes gouvernementaux d'aide à l'entreprise;

— études de nouveaux marchés;

— recherches de sources de financement;

— assistance dans la réalisation d'accords industriels;

— recherche de nouvelles technologies.

De plus, il réalise ou participe à la confection d'études industrielles et commerciales.

Le Service s'occupe également de l'aliénation par vente ou par bail emphytéotique des terrains situés à l'intérieur des parcs industriels de la S.A.O.

2. Le **Service du développement touristique** exerce, au niveau régional, une animation constante dans le but de faire de l'industrie touristique un instrument de développement économique et social dans le cadre des politiques de la Société d'aménagement de l'Outaouais. Il oeuvre en étroite collaboration avec les organismes régionaux intéressés notamment, l'Association touristique de l'Outaouais (A.T.O.) et les comités touristiques de toutes les zones de l'Outaouais. Par ses diverses interventions, il encourage et favorise le développement de l'industrie touristique dans l'Outaouais.

3. Le **Service des communications** fournit à la Direction du développement économique tous les outils de communication jugés nécessaires afin de bien remplir sa mission et met en oeuvre tous les programmes de promotion à caractère industriel, commercial et touristique. Le Service offre une gamme de services que l'on peut regrouper sous six (6) volets. Il s'agit des services de presse, des services de graphisme, des services de publicité, des services de gestion de campagnes d'information et publicitaires, des services d'animation et les services de documentation. De plus, il apporte à l'occasion sa collaboration à des organismes du milieu qui ont besoin d'une expertise en communications.

4. Les **Services techniques** concrétisent leur apport à la Direction du développement économique par l'évaluation des besoins et la formulation de recommandations reliées à des travaux de génie et d'architecture. Ils voient au maintien d'un inventaire de documents cartographiques et fournissent une aide technique lors d'aménagement spécifique pour divers projets d'implantation et de promotion. Les Services techniques s'occupent également de la formulation de recommandations concernant l'aménagement de terrains et de bâtiments industriels, commerciaux pour les centres-villes et les parcs indus-

triels. Mentionnons enfin qu'ils s'assurent de la coordination entre les différents intervenants gouvernementaux et privés dans la réalisation de leurs projets.

La Direction de la gestion

En ce qui concerne la deuxième direction cadre, soit la Direction de la gestion, celle-ci comprend le Service des finances et de l'administration et le Service de l'exploitation. Au cours de l'exercice financier 1982-83, la Direction de la gestion a mis sur pied un nouveau service de promotion et marketing, ayant pour but spécifique l'organisation de la rentabilité des parcs et centres touristiques de la Société.

1. Le **Service des finances et de l'administration** accomplit trois (3) fonctions principales. La première est reliée au traitement informatique des données, notamment pour le salaire des employés, la comptabilité, et le suivi budgétaire de chaque projet. La deuxième fonction est reliée à la comptabilité et au budget, et enfin la troisième concerne les approvisionnements dont plus particulièrement la responsabilité du magasin central à l'entrepôt, situé dans le Parc industriel Richelieu. Les approvisionnements sont négociés globalement au siège social pour l'ensemble des parcs et centres touristiques.

2. Le **Service de l'exploitation** est responsable de la gestion des parcs et centres touristiques de la S.A.O. et de l'Aéroport de Gatineau. De plus, le directeur du Service assure le suivi des cas d'expropriations qui sont présentement inscrits au rôle du Tribunal de l'expropriation. Depuis l'expropriation massive de 1971, quatre cent quatre-vingt-sept (487) dossiers individuels ont été déposés et dix-huit (18) cas restent non-réglés. De plus, la Société a porté en appel, devant la Cour d'appel, cinq décisions rendues par le Tribunal de l'expropriation.

   Le Service de l'exploitation a, de plus, les responsabilités suivantes :

   — la gestion des propriétés en location;

   — la négociation et la gestion des contrats de concession;

   — la planification et la gestion des effectifs, dans les parcs et centres touristiques;

   — l'entretien et la réparation en régie des équipements.

La Direction générale

Finalement, la Direction générale est composée du président-directeur général, du secrétaire général, du directeur du développement économique et du directeur de la gestion.

Le Service du personnel relève de la responsabilité du secrétaire général et partant est directement rattaché à la Direction générale.

La Direction générale

Président-directeur général :	Roger Blais
Secrétaire-général :	Guy Gagnon
Directeur du développement économique :	Michel Lavoie
Directeur de la gestion :	Richard Roussel

Les directions

Direction du développement économique :	Michel Lavoie
Direction de la gestion :	Richard Roussel

Les services

Développement industriel et commercial :	Frank Materazzi directeur intérimaire
Développement touristique :	Jean-Guy Noël
Exploitation :	Louis Tourville
Communications :	Jean-Marc Beauchesne responsable intérimaire
Services techniques :	André Fournier directeur intérimaire
Finances et administration :	Richard Roussel

Conseiller juridique

Me Raymond Mantha, 518, boulevard Maloney Est, Gatineau (Québec) a été nommé conseiller juridique de la Société pour l'exercice financier 1982-83.

Vérificateur

Pour l'exercice financier 1982-83 le ministre des Affaires municipales désigne le vérificateur de la S.A.O. Les services de monsieur Yvon Billard, c.a., 251, rue Laramée, Hull (Québec) ont été ainsi retenus.

L'article 204 de la loi constitutive de la Société stipule que le conseil d'administration est formé de sept membres nommés par le Gouvernement. Ce dernier désigne le président-directeur général et le vice-président parmi les membres du conseil d'administration. De plus, ledit article prévoit qu'au moins cinq des membres doivent être choisis parmi les personnes domiciliées dans le territoire de la S.A.O.

Membres de la Société

Roger Blais, de Hull, nommé membre le 30 août 1978, vice-président le 11 avril 1979 et président-directeur général le 3 juillet 1980;

Jacques Libersan, de Buckingham, nommé membre le 26 octobre 1977 et vice-président le 20 août 1980;

Paul-Émile Poulin, de Maniwaki, nommé membre le 8 juillet 1977;

Jean Fortin, de Chénéville, nommé membre le 27 juin 1979;

Cléo Fournier, de La Pêche, nommé membre le 27 février 1980;

André Paquin, de Hull, nommé membre le 16 octobre 1980;

un poste demeure vacant.

Au cours du présent exercice financier, la Société a poursuivi la mise en oeuvre des mesures draconiennes adoptées lors de l'exercice financier 1981-82 afin de pallier à son manque de ressources financières nécessaires pour combler son budget de fonctionnement.

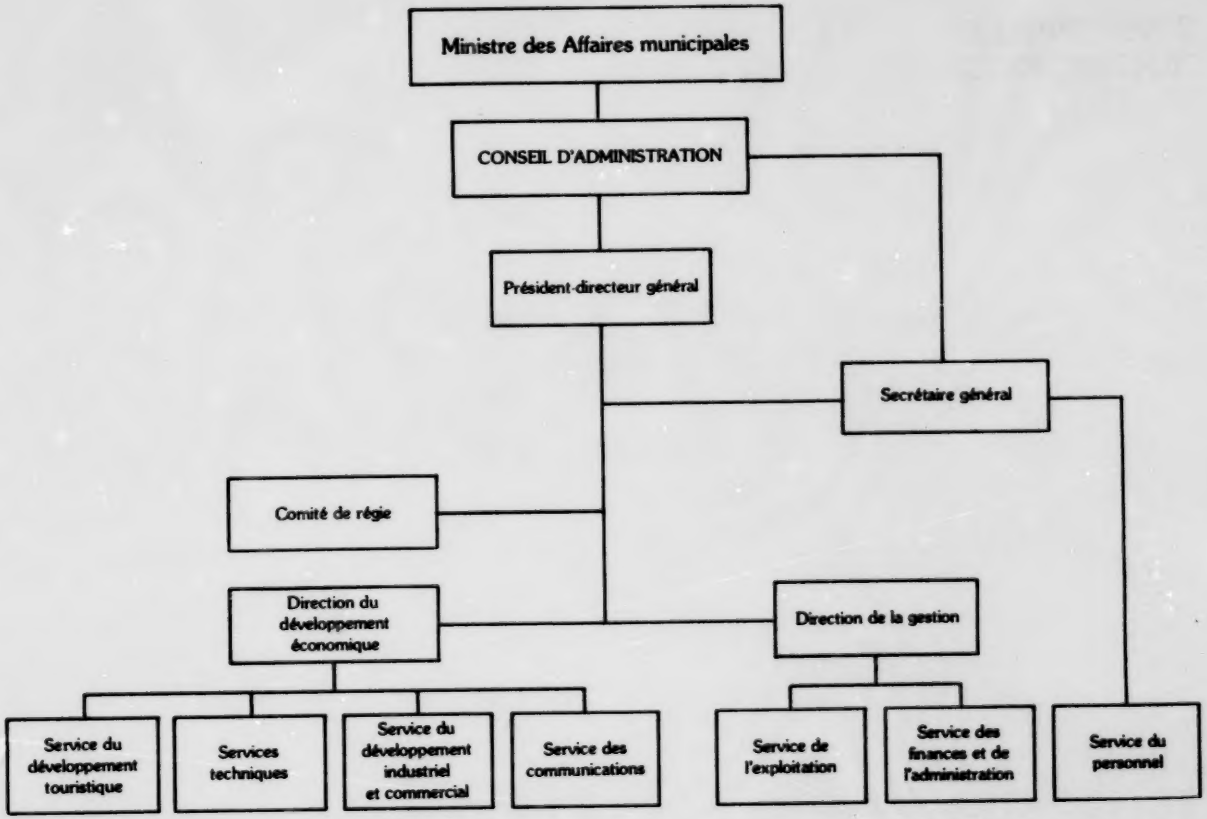
C'est ainsi qu'elle a aboli au mois de juin le poste permanent de vérificateur interne et a continué à appliquer, dans la mesure du possible, le principe de l'attrition.

On dénote également parmi lesdites mesures, la fermeture des centres touristiques du lac Simon et du lac Leslie durant la période hivernale 1982-83, la réduction des heures des services à la clientèle dans les parcs et centres touristiques, une augmentation générale des tarifs, la réduction du budget consacré à l'exploitation des patinoires des parcs Leamy et Beauchamp.

MOUVEMENT DES EFFECTIFS DE LA S.A.O.

	SITUATION AU 31.03.82	ARRIVÉES DU 01.04.82 AU 31.03.83	DÉPARTS DU 01.04.82 AU 31.03.83	POSTES COMBLÉS	POSTES VACANTS	TOTAL
EMPLOYÉS PERMANENTS						
Cadres et adjoints	9	0	1	8	3	11
Professionnels	32	0	2	30	5	35
Soutien technique, administratif et assimilés	41	0	8	33	9	42
Soutien ouvrier	26	1	1	26	0	26
TOTAL	108	1	12	97	17	114
CONTRACTUELS						
Cadres et adjoints	1	1	0	2	0	2
Professionnels	1	0	0	1	0	1
TOTAL	2	1	0	3	0	3

EMPLOYÉS RÉGULIERS, À L'ESSAI ET TEMPORAIRES	SAISON ESTIVALE 1982	SAISON HIVERNALE 1982-83
Professionnels	1	—
Soutien technique, administratif et assimilés	44	14
Soutien ouvrier	120	61
TOTAL	165	75


Ministre des Affaires municipales
CONSEIL D'ADMINISTRATION
Président-directeur général
Secrétaire général
Comité de régie
Direction du développement économique
Direction de la gestion
Service du développement touristique
Services techniques
Service du développement industriel et commercial
Service des communications
Service de l'exploitation
Service des finances et de l'administration
Service du personnel

CHAPITRE II

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR INDUSTRIEL

La problématique de développement industriel de la région de l'Outaouais qui se dégage des nombreuses études réalisées jusqu'à ce jour se résume par la faiblesse de la base industrielle de l'Outaouais qui possède 1,9% de l'emploi manufacturier du Québec par rapport à 4,4% de la population et par la faiblesse du secteur des petites et moyennes entreprises qui comprend 17% de l'emploi manufacturier en comparaison à 38% pour l'ensemble du Québec.

C'est donc de cette problématique qu'ont été tirés les principaux éléments ayant servi de base à l'élaboration du plan d'action spécifique à ce secteur. Ce plan d'action vise à contrer les faiblesses du secteur industriel et il identifie un ensemble cohérent de démarches et de programmes notamment au plan de l'implantation et la consolidation des entreprises, du développement sectoriel et de la promotion. Une description des parcs industriels gérés par la Société apparaît également à la fin de cette section.

L'implantation et la consolidation des entreprises

Le développement de l'entreprise en place a toujours été considéré dans tous les milieux comme un des éléments importants de la croissance économique régionale. C'est pour cette raison que la Société d'aménagement de l'Outaouais a défini prioritairement un programme de soutien pour favoriser la consolidation et le développement des entreprises établies dans l'Outaouais québécois.

Ainsi, au cours de l'exercice financier 1982-83, les commissaires industriels sont intervenus, chacun dans leur territoire respectif, dans près de 120 dossiers de consolidation, d'expansion et d'implantation d'entreprises.

Le type des interventions a été de divers ordres parmi lesquelles on peut distinguer :

— études de nouveaux marchés;

— participation à des interventions de restructuration et de consolidation d'entreprises;

— recherche de sources de financement;

— soutien technique concernant l'obtention de programmes d'aide gouvernementaux;

— recherche de nouvelles technologies;

et enfin, assistance dans la réalisation d'accords industriels.

Le tableau #1 présente la liste des projets industriels qui ont fait l'objet d'interventions directes de la part de la S.A.O. et qui se sont réalisés au cours de l'exercice financier. Mentionnons que le Service du développement industriel et commercial a favorisé l'implantation de sept (7) nouvelles entreprises et l'expansion ou la consolidation de quinze (15) autres entreprises, ce qui permet la création ou le maintien de 270 emplois dans la région.

TABLEAU #1

PROJETS INDUSTRIELS RÉALISÉS - 1982-83*

	Secteur	Type d'intervention	Emplois
Maplex - phase I	Produits de plastique	Modernisation Consolidation	25
Proplan - phase I	Scierie	Implantation	20
Planfor	Pépinière de reboisement	Implantation	15
Trenka	Outillage de précision	Expansion	15
Abattoir Durocher	Abattoir	Consolidation	15
Computational Methods - phase I	Matériel de communication	Implantation prototype	10
Boulangerie BV & Larose	Boulangerie	Consolidation	30
Converto Braille Cypihot/Galarneau - phase I	Matériel de communication	Implantation prototype	5
Julien Veneer	Placage	Expansion	8
Produits sanitaires Laroche-Choisy	Produits sanitaires	Consolidation / Expansion	15
Emballages Boudreault - phase I	Produits d'emballage	Consolidation	18
Labelle Distribution	Distributrice	Consolidation	2
OBP Equipement	Fabrication de spirales	Implantation	4
Manufacture de portes coulissantes T.G.	Fabrication de spirales	Consolidation / Expansion	2
Boiseries Boileau	Produits de bois	Expansion	2
Va Na inc.	Framboises/fraises		10
Vers Michel	Vers à pêche	Consolidation / Expansion	4
Érablière Louis Talbot	Érablière	Implantation	3
Hybrid Interdigital (CMAC)	Circuits hybrides	Implantation	20
Jean-Paul Itée	Portes et outils pour foyers	Implantation	4
Imprimerie Carrière	Imprimerie	Consolidation / Expansion	20
Barwood inc.	Parqueterie	Expansion	22

* Ces projets, réalisés au cours de l'exercice financier, ont fait l'objet d'interventions directes de la part de la S.A.O.

Le Service du développement industriel et commercial relevait, à la fin de l'exercice financier, 33 projets de nouvelles implantations d'entreprises. Ces projets de nouvelles implantations sont partagés en divers secteurs, soit l'électronique, l'agro-alimentaire et les produits forestiers. Ces projets peuvent créer à moyen ou long terme près de 2 151 emplois. Le tableau #2 présente une liste de ces projets par secteurs.

TABLEAU #2

PROJETS DE NOUVELLES IMPLANTATIONS *

IMPLANTATIONS	NOMBRE DE PROJETS	CRÉATION D'EMPLOIS PROJETÉS
Produits du bois	4	160
Agro-alimentaire	5	91
Électronique, informatique et sous-traitance	8	915
Autres	16	985
TOTAL	33	2151

* Il faut noter que la probabilité de réalisation de certains projets peut varier entre 25% et 75% et on espère qu'en moyenne près de 50% de ces projets se réaliseront au cours des prochaines années.

Relevons enfin qu'à la fin de l'exercice financier, vingt (20) projets d'expansion et de consolidation pourront créer ou maintenir 412 emplois dans l'Outaouais. La liste de ces projets se retrouve au tableau #3.

TABLEAU #3

NOUVEAUX PROJETS D'EXPANSION ET DE CONSOLIDATION - 1982-83 *

SECTEUR	NOMBRE DE PROJETS	CRÉATION D'EMPLOIS PROJETÉS
Produits du bois	6	208
Agro-alimentaire	8	141
Autres	6	63
TOTAL	20	412

* Si l'on projette pour les projets d'implantation un taux de probabilité de réussite conservateur de 25%, on peut compter, à partir des projets en cours à la fin de l'exercice financier, la création de près de 530 emplois durant les prochaines années. Si pour les projets d'expansion l'on accepte un taux de réussite de 50%, la création d'emplois dans le secteur manufacturier pourra être de 206 emplois.

Le développement sectoriel

Au delà des interventions que la S.A.O. réalise auprès de tout investisseur ou entreprise voulant se développer dans l'Outaouais, la Société privilégie certains secteurs d'intervention. Ces secteurs d'intervention pour la région et pour lesquels des études plus approfondies, des recherches plus poussées et une promotion continue sont réalisées.

Secteur de technologie de pointe

Le Service du développement industriel et commercial a poursuivi son travail de prospection dans le secteur de la technologie de pointe par un ensemble d'activités dont le travail avec des entreprises déjà établies dans l'Outaouais, la prospection à Ottawa, la prospection dans le reste du Canada, la prospection aux États-Unis et en Europe.

La Société a travaillé activement à trois (3) projets d'investissement dans le secteur de l'électronique venant d'entreprises de l'extérieur de la région.

Au moins deux (2) de ces projets devraient se réaliser au cours du prochain exercice financier. Elle travaille également sur trois dossiers de sous-traitance dans le secteur de l'électronique (cabinets métalliques, circuits hybrides, circuits imprimés). La S.A.O. poursuit aussi ses efforts en vue du développement d'entreprises locales reliées à ce secteur dont entre autres, Converto-Braille et Trenka et Associés.

La prospection à Ottawa s'est traduite par des démarches soutenues auprès de la C.C.N., du ministère des Communications et du ministère de l'Énergie, Mines et Ressources du Canada pour favoriser une meilleure répartition des centres de recherche fédéraux dans la région. Ce travail vise également à favoriser l'implantation d'un module du centre de recherche du ministère des Communications du Canada et le regroupement et la réinstallation de certains services du Centre canadien de télédétection. Des rencontres fréquentes ont eu lieu en vue de favoriser l'implantation de O.C.R.A. (Office Communication Research Associates) dans l'Outaouais. Le gouvernement du Québec a donné son appui à ce groupe. Ce dernier fera de la recherche de pointe en bureautique. On devrait connaître l'évolution de ce dossier au cours du prochain exercice financier.

La Société a également travaillé à l'implantation d'un consortium de recherche privé en logiciel. Plusieurs rencontres du groupe de promotion local formé par la Société ont été organisées. Il semble que le groupe pourra compter sur des appuis gouvernementaux importants. Au cours de l'évolution de ce dossier, l'Université du Québec à Hull (U.Q.A.H) a annoncé l'établissement d'un Centre d'études et de recherches en logiciel pour 1984. La S.A.O. a donc offert sa collaboration à l'U.Q.A.H.

En collaboration avec la Fédération de l'informatique du Québec inc., le Cégep de l'Outaouais et la Commission scolaire régionale de l'Outaouais, la Société a procédé à la mise sur pied de camps d'enseignement de micro-informatique au Centre de la Petite-Rouge. Ces camps auront lieu au cours de l'exercice financier 1983-84.

Dans le cadre de la prospection extra-régionale, la Société a procédé à plusieurs rencontres avec le ministère des Communications du Canada afin d'identifier des prospects à Toronto. Ces efforts d'identification et de prospection s'intensifieront au cours du prochain exercice financier.

Mentionnons enfin qu'a débuté en 1982-83 la mise en place de structures de prospection en Europe. À cette fin, la Société a confié à un consultant le mandat d'exécuter une pré-sélection soignée d'entreprises d'électronique ayant des potentiels de localisation dans l'Outaouais. La S.A.O. appuie les efforts du consultant par l'assemblage d'une quantité importante d'informations sur les potentiels des marchés scientifiques.

Secteur agro-alimentaire

C'est au cours de l'exercice financier 1982-83 que les résultats de l'étude sur les produits de l'érable (acériculture) dans l'Outaouais ont été mis à jour. La promotion des possibilités de développement contenues dans diverses études fut également faite.

Aussi, les informations contenues dans les études sur les légumes ont été diffusées à des gens qui voulaient en produire en champs, à des personnes qui voulaient faire de la production

en serre, à des groupes qui voulaient établir des kiosques de vente. Un projet d'envergure, Vana en Haute-Gatineau, s'est réalisé au cours de l'année financière. Ce projet permet la production à une large échelle de fraises et de framboises. Dans ce contexte, il y a eu aussi de nombreuses collaborations avec le MAPAQ qui utilise, au besoin, les résultats de ces études.

De la même façon, l'étude de la charcuterie et des repas surgelés a servi à la promotion auprès de certains groupes. Mentionnons notamment des groupes locaux fabriquant à petite échelle, des groupes d'investisseurs français intéressés et quelques entreprises de Montréal.

Des mises à jour ont été faites sur les études réalisées relativement à l'abattage du boeuf et sur la charcuterie qui ont servi à discuter avec SOQUIA et un promoteur de la région sur la mise en place d'un abattoir régional Ces études ont également aidé à appuyer les demandes de financement de l'abattoir Durocher et à répondre à certaines questions posées par la Communauté régionale de l'Outaouais sur les marchés et réseaux de distribution des produits de la viande. Il y a eu dans ce contexte du travail exécuté afin de favoriser le développement d'un abattoir local en Haute-Gatineau. Quelques discussions préliminaires ont également eu lieu à ce sujet dans le Pontiac.

Secteur des produits forestiers

Le projet d'un centre intégré de transformation et d'utilisation forestière (C.I.T.U.F.), dont la phase I est dominée par l'implantation d'une usine de panneaux à densité moyenne, a suivi une certaine évolution. La phase des études de base est terminée, une synthèse des études a été réalisée et la promotion s'est poursuivie en collaboration avec la Direction des projets industriels du M.E.R. Les marchés du meuble et de l'habitation très difficiles aux États-Unis et au Canada (au niveau de la moitié de ce qu'il est normalement) retardent la réalisation du projet.

Les études de marché et de faisabilité sur les composantes de bois dur ont été terminées. Les marchés sont normalement très bons et la rentabilité du projet excellente. Toutefois, la conjoncture économique au cours de 1982-83 fut défavorable. Les industriels participant à l'étude (COBODEX et REXFOR) devront prendre des décisions d'investissement au cours des prochaines années.

Les discussions concernant un projet d'implantation d'une usine de fabrication de boulettes de bois se sont poursuivies avec un promoteur. Des études pour identifier l'approvisionnement ont été réalisées par la S.A.O. en collaboration avec le M.E.R. régional. La Société a aidé le promoteur à négocier avec des acheteurs éventuels dont entre autres, des usines de pâtes et papier et le gouvernement fédéral.

Une étude particulière sur le potentiel forestier du Pontiac a été réalisée. Les conclusions indiquent qu'il y a une disponibilité très importante de fibre feuillue de pauvre qualité pouvant permettre soit l'expansion d'une compagnie déjà existante, soit l'implantation d'une usine de panneaux. La promotion pour l'utilisation de ce potentiel s'est poursuivie par la formation d'un comité de promotion dans le Pontiac.

Des rencontres ont eu lieu avec les autorités de la Compagnie Internationale de Papier et de nombreuses instances gouvernementales pour la mise en valeur de l'usine d'alcool de la C.I.P. et l'usine de déroulage de la Masonite. Les recherches effectuées indiquent un bon potentiel pour la fabrication d'éthanol à partir de la biomasse et en particulier de biomasse forestière.

Dans ce contexte de revitalisation et de développement du secteur forestier, la Société a suscité la mise en place d'une pépinière de reboisement régional (Planfor) et a aidé au développement de la phase I d'un projet de fabrication de planche murale et de produits de cèdre. La S.A.O. a aussi travaillé à la consolidation du groupe d'exportation COBODEX. Ces efforts se poursuivront au cours du prochain exercice financier.

Des discussions ont eu lieu avec le M.E.R. afin de permettre la mise en place d'un comité de promotion du secteur forestier de

l'Outaouais représentant des intervenants des entreprises forestières de la région, de la S.A.O. et du M.E.R. Ce comité aura comme but la consolidation du secteur actuel et l'émergence de nouveaux projets de transformation.

La promotion

Les actions de promotion visent à aider à la venue d'entreprises extra-régionales dans l'Outaouais. À l'instar du développement sectoriel, les efforts ont été dirigés vers la région immédiate, soit Ottawa, la région de Montréal et de façon sélective aux États-Unis et en Europe.

Rappelons que la S.A.O. donnait le coup d'envoi, au cours de l'exercice financier 1981-82, d'une vaste campagne de promotion industrielle. Cette campagne vise à mettre en valeur les avantages de l'Outaouais sur le plan des localisations industrielles.

Campagne de promotion industrielle

Pour la région immédiate d'Ottawa-Carleton, il s'agit d'exploiter le marché potentiel immédiat des entreprises désireuses de prendre de l'expansion ou de renouveler leurs installations.

Une campagne de publicité auprès des entreprises de l'Est ontarien et de l'Outaouais s'est déroulée. De plus, un dépliant d'information générale fut offert dans des présentoirs disséminés dans les lieux fréquentés par les gens d'affaires. Un grand nombre de démarches et de rencontres ont eu lieu afin de développer des liens avec les multiplicateurs économiques, soit gouvernementaux, soit du monde des affaires.

L'objectif a consisté à augmenter la visibilité de l'Outaouais chez les administrateurs d'entreprises dans des secteurs où l'Outaouais connaît des avantages certains. Les outils utilisés furent la publicité dans les médias horizontaux touchant des entrepreneurs et gens d'affaires canadiens et américains, les publi-postages dirigés vers les entreprises de certains secteurs industriels spécifiques et d'envois d'un dossier d'information économique et technique.

La Société s'est également associée avec certaines municipalités pour la réalisation de documents de promotion industrielle et commerciale.

Cette campagne a produit des résultats au cours de l'exercice financier. La S.A.O. a donné un suivi à près de 100 demandes d'information à la suite du placement de publicité industrielle. Une relance fut également réalisée auprès de 60 prospects identifiés à la suite de la campagne de publicité industrielle.

Plusieurs rencontres de travail ont eu lieu avec le Service de promotion industrielle du M.I.C.T., avec les services de l'Office québécois du commerce extérieur, avec la Direction générale de l'industrie du M.I.C.T., avec la Direction de l'industrie forestière du M.E.R.-Québec, avec la Direction de promotion du M.E.I.R.-Canada, avec le bureau des dossiers spéciaux du M.E.I.R. à Ottawa, avec les services de recherche et d'analyse économique du ministère des Communications du Canada et le nouveau ministère de la Science et de la Technologie du Québec. Le but de ces rencontres était de promouvoir la région de l'Outaouais en particulier au niveau des avantages de localisation pour le secteur des entreprises de technologie de pointe.

Plusieurs rencontres auprès de hauts-fonctionnaires ont été tenues en vue de promouvoir le développement du secteur des technologies de pointe. Il y a eu également envois de documentation à près de 30 autres intervenants à tous les niveaux de gouvernements concernant ce secteur.

À la suite de la réalisation d'enquêtes sur les projets d'expansion et de localisation (Thompson 1982), il y a eu des suivis auprès d'une quarantaine d'entreprises. Ces suivis ont permis la réalisation de quatre (4) projets et quatre autres dossiers suivent leur cours.

Les enquêtes de prospection dans la région de Montréal ont été complétées. Suite à l'élaboration d'une liste de 125 entreprises et de rencontres avec 25 d'entre elles, la Société a identifié sept (7) possibilités d'implantation ou d'association avec des entreprises de l'Outaouais.

De l'accueil, des visites guidées et des discussions se sont déroulés avec un groupe d'investisseurs français. Il y a eu de l'intérêt exprimé dans le secteur agro-alimentaire entre autres. Une prochaine visite de certains individus intéressés est prévue au cours du prochain exercice financier.

On a procédé à l'édition de deux (2) documents spéciaux d'information et de promotion pour un projet d'envergure de fabrication d'hélicoptères. L'Outaouais est dans la course pour ce projet et la réalisation d'un dossier technique et d'information de trois sites d'implantation possibles a été faite.

La Société a confié à un consultant le mandat de procéder à la confection de dossiers de promotion dans le cadre de cinq (5) projets industriels, à l'échelle multinationale, dans des secteurs à forte croissance et pour lesquels l'Outaouais dispose de facteurs de localisation appropriés. Quelques prospects intéressés sont déjà en vue.

Plusieurs envois par publi-postage ont été réalisés et certains autres se réaliseront au cours du prochain exercice financier. Des premiers, mentionnons des envois de sollicitation auprès de 400 entreprises européennes de technologie de pointe participant au Salon de l'électronique de Munich. Un suivi fut également réalisé auprès de certaines de ces entreprises ayant exprimé un certain intérêt à s'établir au Canada. Un envoi d'un document de promotion fut fait à près de 3000 entreprises dans le secteur du transport aérien, des services et industries reliés à l'aviation, ceci afin de réaliser une promotion de l'Aéroparc industriel de Gatineau. La Société préparait, à la fin de l'exercice financier, un autre publi-postage destiné à 2000 entreprises de technologie de pointe américaines pré-sélectionnées.

Les parcs industriels

Au cours de son mandat la Société a déployé tous les efforts nécessaires à la mise en valeur des équipements industriels et commerciaux. Elle gère ainsi trois parcs industriels soit le Parc industriel Richelieu à Hull, l'Aéroparc industriel de Gatineau et le Parc industriel du Pontiac à Aylmer. On donne ici un bref survol de ces infrastructures.

Parc industriel Richelieu

Le Parc industriel Richelieu est situé à Hull. Il comprend une superficie de 63,13 hectares et accommode 177 entreprises. À la fin de l'exercice financier seulement quelques terrains étaient encore disponibles.

Aéroparc industriel de Gatineau

L'Aéroparc industriel de Gatineau est le plus grand parc industriel de la S.A.O. et est situé dans la ville du même nom. Il comporte une superficie de 925,5 hectares dont 582,33 hectares sont occupés par l'Aéroport de Gatineau. Le bilan des activités de l'Aéroport fait l'objet de la deuxième partie du chapitre III.

Parc industriel du Pontiac

Le Parc industriel du Pontiac est situé dans la municipalité d'Aylmer et compte 95,91 hectares. Il est contigu à la future autoroute 50.

LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR COMMERCIAL

L'Outaouais québécois étant une zone frontalière et sa structure commerciale étant faible, on constate que les fuites commerciales vers la région de l'Est ontarien et en particulier vers Ottawa-Carleton sont toujours importantes. Cette situation est particulièrement due au manque de grands magasins à rayons du côté québécois.

C'est en fonction de cette analyse que la Société a accompli, au cours de l'exercice financier, diverses actions dans le secteur commercial. À l'instar du secteur industriel, on peut regrouper ces démarches et programmes au niveau de l'implantation et de la consolidation des entreprises, la prospection, le développement sectoriel, l'animation et l'information économique.

Implantation et consolidation des entreprises

Tout au long de l'exercice financier, les commissaires industriels ont poursuivi leurs efforts afin d'aider au développement des entreprises existantes dans le secteur commercial. Ces efforts se traduisent par :

— des études de marché;

— des études de localisation d'ensembles commerciaux;

— de la recherche de sources de financement;

— un soutien technique concernant l'obtention de programmes d'aide gouvernementaux;

— un soutien à la revitalisation commerciale.

Ainsi, le Service du développement industriel et commercial a travaillé à divers niveaux sur dix (10) projets commerciaux et hôteliers qui se sont réalisés et pourraient créer (à court terme) 178 emplois. On énumère ces divers projets au tableau #4.

TABLEAU #4

PROJETS COMMERCIAUX ET HÔTELIERS RÉALISÉS - 1982-83 *

	SECTEUR	TYPE D'INTERVENTION	EMPLOIS
Entrepôt Vidéo	Vidéo	Implantation	7
Cinéma des Promenades		Implantation	15
Louvibec	Hôtel 120 chambres	Implantation	100
Auberge de la Désert	Hôtel 15 chambres	Expansion	10
Aerobatics	Aviation aérobatique	Implantation	2
Dépanneur d'Eardley	Épicerie	Implantation	2
Métro Campbell's Bay	Épicerie	Implantation	20
Expansion du marché public de Gatineau	Marché public	Expansion	15
Arsenault Transport	Permis pour transport de produits de pétrole	Expansion	2
Entreprises Vetel	Permis de transport interprovincial	Expansion	5

* Ces projets commerciaux, réalisés au cours de l'exercice financier, ont fait l'objet d'interventions directes de la S.A.O.

Le Service du développement industriel et commercial a aussi consacré des efforts importants en 1982-83 afin d'augmenter l'offre commerciale dans des secteurs stratégiques tels que les magasins à rayons, le secteur du meuble, l'hôtellerie et la restauration. À la fin de l'exercice financier, les dix projets à l'étude totalisent la création possible de 1685 emplois. Le tableau #5 indique le nombre de projets par secteur ainsi que le nombre de création d'emplois prévus.

TABLEAU #5

PROJETS COMMERCIAUX ET HÔTELIERS À L'ÉTUDE - 1982-83 *

SECTEUR	NOMBRE DE PROJETS	CRÉATION D'EMPLOIS PRÉVUS
COMMERCIAL	5	585
HÔTELIER	5	1100

* Si l'on pose comme hypothèse un taux de succès que l'on juge conservateur de près de 50%, on estime que ces projets pourraient créer 840 emplois dans l'Outaouais.

La prospection

Parmi les activités reliées à la prospection dans le secteur commercial, la Société a poursuivi ses efforts en vue de l'établissement d'un magasin à rayons majeur à Gatineau. Ainsi, il y a eu réalisation conjointe avec la firme Scanti Investment d'une étude de marché évaluant l'impact du Carrefour Rideau (Ottawa) en fonction de l'implantation d'un nouveau magasin Sears à Gatineau. Des discussions se sont déroulées avec le promoteur Sears et la municipalité. La S.A.O. et la municipalité ont débuté la réalisation, pour le promoteur, d'une étude sur les tendances de développement urbain à Gatineau.

Il y a eu plusieurs rencontres avec sept entreprises-cibles dans le commerce de gros et de distribution afin de renforcer ce secteur largement déficitaire et d'identifier avec elles des possibilités de fabrication dans la région de l'Outaouais.

Le développement sectoriel

Aussi, la S.A.O. a poursuivi une promotion active dans les secteurs de magasinage connaissant des fuites importantes qui sont indépendantes des centres commerciaux.

Il y a eu réalisation, dans le contexte d'interventions visant à favoriser la revitalisation des centres-villes, de plans de rénovation de façades dans le centre-ville de Buckingham. Il y a eu également une participation aux efforts d'aménagement d'ensemble dans ce centre-ville.

Une animation continue et de l'aide technique ont été fournies aux associations de marchands dans les centres-villes par les commissaires industriels de la S.A.O. dont, entre autres, à l'A.P.C.H.Q. (Association des commerçants et professionnels du centre-ville de Hull), à la Corporation de la rue Notre-Dame à Gatineau et les associations de Buckingham et Maniwaki. Des démarches semblables ont été initiées auprès de groupes de marchands du Pontiac et de la Petite-Nation.

La Société a participé étroitement au projet d'expansion du marché public à Gatineau. À cette fin, le Service du développement industriel et commercial a préparé un dossier économique comprenant, entre autres, une analyse sur l'écoulement de la production maraîchère régionale. De plus, les Services techniques de la S.A.O. ont réalisé les esquisses

architecturales du projet d'agrandissement du marché. Mentionnons également que la Société a présenté un avis favorable à l'O.P.D.Q. en rapport avec la demande de la Ville de Gatineau pour l'agrandissement du marché en plein air de fruits et légumes. Au centre-ville de Hull, la S.A.O. a participé aux activités des comités que la ville a mis en place. La Société a également pris part à l'étude que le ministère des Travaux publics du Canada a réalisée sur les espaces commerciaux du fédéral dans les diverses phases de la Place du Portage et aux suivis à apporter à cette étude.

Il y a eu démarrage dans les comités frontaliers de Pontiac et Papineau au cours de l'exercice financier, de travaux de planification et d'aménagement dans les centres-villes. Ceci fait suite aux études de marché réalisées par la Société où un contrat a été accordé à un consultant du Pontiac afin de fournir à un comité de promotion local et à la S.A.O. des esquisses de réaménagement des centres-villes de Campbell's Bay, Fort Coulonge et Shawville. Des projets semblables sont prévus dans le comté de Papineau (Petite-Nation) au cours du prochain exercice financier.

L'animation et l'information économique

Ce programme d'animation et d'information économique est une suite du programme «Une question d'initiative» entrepris au cours de l'exercice financier 1980-81. Le programme comprend un double objectif. Il vise d'une part à animer, sensibiliser et stimuler, par différents projets, les gens d'affaires, les groupes du milieu et les citoyens en vue de les rendre plus dynamiques, plus progressifs et plus engagés dans la poursuite du développement économique. D'autre part, il permet d'aider les groupes d'information et les relayeurs à jouer leur rôle d'informateur dans le processus de développement économique.

On abordera ici les projets majeurs issus de ce programme indifféremment des secteurs industriel ou commercial.

Salon de la PME — C'est au cours de l'automne 1982 que s'est tenu à Hull le Salon de la PME. L'objectif de cette manifestation était de réunir au même moment et au même endroit les organismes et entreprises qui offrent des services aux PME de la région. Ce Salon a donc permis aux propriétaires et gestionnaires de petites ou moyennes entreprises de s'informer et de se perfectionner, par voie de rencontres informelles ou de séminaires, sur toutes les facettes de la gestion de leur entreprise et sur les services qui leur sont disponibles. Près de 30 services privés et gouvernementaux étaient présents et près de 400 représentants de PME ont visité le Salon. Une évaluation faite par l'Université du Québec indique que 90% des exposants et 95% des visiteurs ont été satisfaits du Salon. Notons que le Salon de la PME clôturait la semaine de la petite entreprise durant laquelle plusieurs rencontres ont été organisées avec les gens d'affaires dans diverses zones de l'Outaouais. Au cours de cette semaine, 28 entreprises se sont méritées un prix d'excellence pour le dynamisme qu'elles ont démontré chacune dans leur localité, soit Hull, Gatineau, Aylmer ou en région, soit le Pontiac, la Haute-Gatineau, la Lièvre et la Petite-Nation. Parmi les récipiendaires, le comité organisateur a retenu quatre entreprises qui se sont distinguées pour le prix d'excellence régional. Cette remise des Prix d'excellence, une réalisation conjointe de la Banque fédérale de développement, du Conseil des gens d'affaires de l'Outaouais, du bureau régional du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme et de la S.A.O., a été présidée par le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, monsieur Rodrigue Biron.

Journée fournisseurs/acheteurs — Il y a eu réalisation, pour une troisième année consécutive, d'une journée fournisseurs/acheteurs. L'emphase a été mise sur les achats du gouvernement du Québec, du secteur parapublic québécois (organismes régionaux, Hydro-Québec), des commissions scolaires et des municipalités. L'industrie des pâtes et papier et le gouvernement fédéral y participaient également. Il est à noter que le pouvoir d'achat des intervenants publics et parapublics s'élève à plus de 1,3 milliard de dollars par année. De cette somme, la valeur des

achats réalisés dans l'Outaouais s'élève à environ 49 millions de dollars, générant ainsi plus de 500 emplois. La S.A.O. estime que les fournisseurs de la région pourraient s'accaparer, au cours des prochaines années, près de 25 millions de dollars supplémentaires en achats effectués par divers organismes du gouvernement fédéral, du gouvernement du Québec, des municipalités et d'autres organismes parapublics de la région et ce en étant plus agressifs. Il pourrait en résulter la création de 400 nouveaux emplois. Plus de 100 fournisseurs de l'Outaouais ont assisté à cette journée fournisseurs/acheteurs.

Campagne d'achat — Pour une cinquième année consécutive, la S.A.O. a été le maître d'oeuvre de la campagne d'achat chez nous. Deux approches ont été développées pour l'édition 1982-83. D'une part, dans la région métropolitaine, le style de campagne de l'an dernier a été maintenu soit la publicité institutionnelle, la publicité coopérative et déléguée. D'autre part, pour chacune des zones du Pontiac, de la Haute-Gatineau, la vallée de la Lièvre et la vallée de la Petite-Nation, des comités locaux de promotion d'achat ont été mis sur pied. La S.A.O. a versé à ces comités un montant identique à leur mise de fonds pour leur permettre de rendre plus efficace leurs efforts de promotion. Chacun de ces comités avait à décider du style de campagne pour leur zone et des outils promotionnels à utiliser.

La Société a entrepris durant l'année un exercice de reformulation de la campagne d'achat. Il y a eu création d'un comité technique formé de représentants des villes, de représentants des centres commerciaux et de marchands. Ce comité technique devra établir un concensus sur les nouvelles stratégies promotionnelles à utiliser dans le cadre de la prochaine campagne d'achat. La Société a, au cours de l'exercice financier, retenu les services d'un expert-conseil en promotion afin de fournir une expertise technique d'appui pour la formulation d'une nouvelle approche pour la prochaine campagne.

À l'instar des autres années, la Société a demandé et obtenu du M.I.C.T.Q. une modification des heures d'affaires afin de permettre aux commerçants de l'Outaouais d'ouvrir leurs commerces plus tard durant la période pré-Noël et ce afin de concurrencer les heures d'affaires du côté ontarien.

Jeunes entreprises de l'Outaouais inc. — L'animateur économique de la Société a continué à accorder un support technique à la planification, la programmation et la promotion de la deuxième année d'existence des «Jeunes entreprises de l'Outaouais inc.». Ce projet a comme objectif de faire vivre à un certain nombre de jeunes une expérience d'apprentissage très concret du monde des affaires. Sept mini-compagnies ont été formées durant cette deuxième année d'activités.

Publi-reportages — En collaboration avec un poste de radio de la région métropolitaine, la S.A.O. a procédé à la réalisation de publi-reportages sur les entreprises industrielles, commerciales et touristiques de l'Outaouais. La diffusion de ces publi-reportages se poursuivra au cours du prochain exercice financier.

Comités de développement économique — Il y a eu participation à la mise en place et au fonctionnement des comités de développement économique municipaux dans les municipalités de Hull, Gatineau, Aylmer et Buckingham. La participation de la S.A.O. a pour but d'échanger sur les priorités de développement avec les municipalités et de mieux agencer ses interventions en fonction de ces priorités.

Campagne de l'habitation — La S.A.O. a suscité la création d'un comité de promotion de l'habitation. Ce comité est composé de deux associations de constructeurs, de la Chambre d'immeuble de l'Outaouais, de fournisseurs de matériaux de construction, de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, de l'O.P.D.Q. et de municipalités. La première réalisation du comité de promotion fut le Salon de l'habitation réalisé sous l'égide de l'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec. Ce Salon a obtenu un franc succès. La seconde réalisation s'est traduite par une campagne de publicité dans les médias (journaux, radio, télévision). Des séances d'information sur les

programmes d'aide à l'achat de maisons ont aussi été organisées conjointement par la S.A.O. et l'A.P.C.H.Q. dans les zones de la Haute-Gatineau et du Pontiac. La S.A.O. a également aidé à l'obtention de subventions du ministère du Travail du Québec pour l'engagement à l'A.P.C.H.Q. de deux personnes pouvant exécuter une promotion continue des programmes. Dans le contexte de la campagne de promotion de l'habitation, la Société a initié plusieurs rencontres avec les constructeurs d'habitations de Gatineau/Hull/Aylmer afin de stimuler la relance de ce secteur. De plus, de concert avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement et de d'autres intervenants, la S.A.O. a confié à une firme de consultants le mandat de réaliser des enquêtes de marché dans le secteur de l'habitation afin d'identifier les clientèles-cibles. Les enquêtes permettront de planifier la prochaine campagne de l'habitation.

LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR TOURISTIQUE

La problématique du développement touristique qui a été dégagée des nombreuses consultations avec l'industrie touristique et des études réalisées en région et à l'échelle du Québec peut se résumer en quatre points.

Premièrement, on note une carence d'attraits et de manifestations à caractère touristique reflétant la culture québécoise; deuxièmement, on décèle une faiblesse de l'infrastructure hôtelière et de formules nouvelles en matière d'hébergement à prix modique; troisièmement, l'intégration du produit touristique et des services complémentaires à ce secteur sont faibles. Enfin, la stratégie promotionnelle qui ne réussit pas à attirer du côté québécois une partie substantielle des 2,5 millions de visiteurs d'Ottawa, a besoin d'être réévaluée et nécessite la participation financière de tous les intervenants.

C'est à partir de cette problématique que furent établis les objectifs spécifiques de développement du secteur touristique pour l'année financière 1982-83. Cette stratégie d'intervention se résume comme suit :

— favoriser l'organisation et la promotion d'événements à caractère touristique ainsi que la mise en valeur d'attraits naturels, de produits particuliers à la région et le patrimoine culturel;

— favoriser le développement de différentes catégories d'hébergement touristique afin de mieux desservir les clientèles possibles dans l'Outaouais québécois;

— favoriser le développement, l'intégration et l'addition de services complémentaires afin de répondre aux besoins des visiteurs;

— participer à la stratégie de marketing touristique et à son financement pour l'ensemble de la région;

— augmenter le développement touristique régional dans les différentes zones par la participation active des principaux intervenants touristiques (comités touristiques, régies de loisirs, municipalités, etc.) favorisant ainsi l'accroissement de la quantité et la qualité des équipements et services touristiques et une plus grande implication du secteur privé dans le développement de nouveaux attraits et services. Cette stratégie d'intervention s'est traduite, au cours de l'exercice financier, par diverses actions, démarches ou programmes que l'on peut regrouper soit à l'intérieur du développement des entreprises, du développement sectoriel, la promotion ou encore l'information et l'animation économique.

Développement des entreprises existantes

Tout au cours de l'exercice financier, les agents de développement touristique de la Société sont intervenus dans chacune des zones de l'Outaouais afin d'apporter une aide technique aux entreprises touristiques déjà en place.

Le type d'intervention effectuée peut se résumer par la confection d'études, la mise sur pied de colloques et rencontres avec les principaux intervenants dans les différentes zones.

La Société est intervenue au cours de l'année dans 22 dossiers d'expansion et de consolidation de petites et moyennes entreprises touristiques. Ces interventions ont permis de créer ou maintenir près de 220 emplois dans l'Outaouais (voir tableau #6).

TABLEAU #6

RÉALISATION - 1982-83
EXPANSION ET CONSOLIDATION
PME TOURISTIQUES EXISTANTES *

SECTEUR TOURISTIQUE	NOMBRE DE PROJETS	CRÉATION D'EMPLOIS
Hébergement/restauration	5	106
Pourvoiries/camping	3	16
Attractions touristiques	5	32
Évenements et manifestations touristiques	4	67
Activités touristiques (golf, rafting, pisciculture, équitation)	5	18

* Tous les dossiers issus de ces secteurs ont fait l'objet d'interventions et d'un suivi de la part de la S.A.O.

Le développement sectoriel

Les interventions dans le cadre du développement sectoriel permettent d'aider certains secteurs spécifiques qui ont un intérêt particulier pour le développement économique du secteur touristique et pour lesquels la Société s'est fixée des objectifs de développement précis.

Au cours de l'exercice financier 1982-83, cinq secteurs furent privilégiés. Les objectifs et une brève description des interventions pour chacun des secteurs sont présentés ici.

Études et analyses

La Société, par le biais de son Service du développement touristique, fournit une aide technique et financière à la fois à des promoteurs privés, à des groupes du milieu ou à des corporations mixtes pour entreprendre des études de faisabilité, de marché, de rentabilité portant sur des projets de développement touristique.

Parmi les études réalisées au cours de l'exercice financier, mentionnons : l'étude sur l'implantation d'un motel à Hull, réalisée par un promoteur; une étude de faisabilité sur la rentabilité d'un centre de plein air aux Montagnes-Noires, réalisée pour une corporation mixte; une étude de positionnement pour la corporation du Parc Oueskarini ainsi que certaines autres études relatives à la problématique de secteurs à développer dont le ski alpin, la pourvoirie, les événements et manifestations touristiques.

D'autres études portant sur les projets à plus long terme furent réalisées, parmi lesquelles il faut mentionner la contribution technique et financière, dans certains cas, de la S.A.O. dont l'étude des berges à Gatineau, l'aménagement d'un port de plaisance sur l'Outaouais et une étude sur le développement du Ruisseau de la Brasserie.

Attractions et événements touristiques

La Société, par le biais de son Service du développement touristique, fournit une aide financière et technique à des promoteurs, des municipalités ou des corporations mixtes ou encore à des groupes du milieu en vue de les encourager à la mise sur pied de projets d'attractions touristiques de façon à consolider des stations de destination pour les touristes.

La Société a travaillé à plusieurs dossiers dans différentes zones de l'Outaouais, soit dans la Petite-Nation pour le complexe Oueskarini, le développement des Montagnes-Noires (Ripon, Montpellier); dans la région du Pontiac à l'élaboration et à la consolidation d'un circuit touristique. Également dans cette zone, plus particulièrement à Grand-Remous, la S.A.O. a initié la mise en place d'un comité ayant comme objectif la mise en valeur du site du tournage du film «Maria Chapdelaine». Dans la zone métropolitaine, la Société a poursuivi son travail relativement à la navigation de plaisance sur l'Outaouais. Ces

interventions visent à favoriser l'intégration des haltes maritimes, des quais publics et des plages permettant de créer une infrastructure adéquate pour la navigation de plaisance dont le pôle serait la marina de Hull. C'est également dans le cadre de ce projet que le Service du développement touristique a apporté une aide financière à diverses manifestations touristiques soit locales, régionales ou nationales telles que le Festival pionnier de Gracefield, la Traversée du lac Simon, Gatineau 55, le Marathon de canot de la Lièvre, le Festival de l'achigan, le Festival régional de la motoneige, la Semaine du nautisme (Gatineau) et la Semaine du patrimoine.

Le ski

Le projet d'aide à l'industrie du ski comprend deux volets, soit l'aide au développement du ski alpin et l'aide au développement du ski de fond.

Le projet d'aide au ski alpin est incitatif et veut permettre de favoriser la consolidation et l'expansion des centres de ski alpin de l'Outaouais. L'objectif est d'étendre cette activité et renouveler l'équipement des centres existants. Au cours de l'exercice financier, le Service du développement touristique a produit une étude sur le ski alpin et son impact économique dans l'Outaouais québécois. Cette étude présente un tableau de l'infrastructure outaouaise du ski alpin ainsi que de la demande régionale, puis elle propose une stratégie de développement et de mise en valeur de ce produit. C'est également dans le cadre de ce projet que la S.A.O. a participé conjointement avec l'Association des centres de ski de l'Outaouais québécois à un programme de promotion du ski. Ce programme a permis à l'Association d'être représentée à différents salons au Québec et aux États-Unis.

L'aide au développement du ski de fond s'est traduite par certains efforts visant la consolidation des sentiers existants permettant de compléter le réseau régional, par l'aide à la construction de refuges de ski ainsi que la confection de forfaits de ski de fond. Aussi, dans la Petite-Nation, la Société a favorisé le regroupement de six hôteliers. Elle a également apporté son aide à l'obtention d'un programme «Relais» pour la construction et l'aménagement d'un sentier de ski de fond (corridor inter-centres) dans la Petite-Nation.

L'hébergement

Compte tenu de la faiblesse de l'infrastructure hôtelière, la Société a poursuivi la recherche de formules nouvelles en matière d'hébergement à prix modique. Ce projet vise à fournir une aide technique et financière à l'entreprise privée pour l'expansion, la modernisation et l'amélioration de l'hébergement. Il s'inscrit dans l'un des objectifs déjà décrits qui permet d'aider au développement de plusieurs catégories d'hébergement afin de mieux desservir les clientèles touristiques de l'Outaouais.

On distingue cinq types d'hébergement particuliers.

Petite et moyenne hôtelleries (jusqu'à 50 chambres) — La Société voit à développer le réseau de petits et moyens établissements en région par de l'aide technique en recherche de subventions ou de possibilité d'agrandissement et la préparation de forfaits. Ainsi, il y a eu de l'aide accordée dans le Pontiac, particulièrement à Fort-Coulonge dans la région de Buckingham et à Hull.

Les agents de développement ont également déployé leurs efforts afin de faire la prospection dans le cadre de l'hébergement en dur au Centre touristique du lac de l'Argile. Certaines propositions devraient émaner de ces efforts au cours du prochain exercice financier.

Gîte et petit déjeuner — La Société s'est associée à l'Académie de gérontologie de l'Université du Québec à Hull pour mettre sur pied la formule d'hébergement «Gîte et petit déjeuner». Ce type d'hébergement en milieu familial réduit le coût de création d'infrastructure et permet de resserrer les

contacts entre les visiteurs et la population de la région. Ce réseau fonctionne dans la région métropolitaine de l'Outaouais.

Pourvoiries — Le Service du développement touristique a organisé au cours de l'année un colloque sur la pourvoirie (en chasse et pêche) dans l'Outaouais. Ce colloque a permis d'identifier certains problèmes de ce secteur important de l'industrie touristique et d'apporter des éléments de solution à court et à moyen termes. Une rencontre de grossistes et de pourvoyeurs en chasse et pêche a également été mise sur pied avec l'appui du M.I.C.T. Enfin, la S.A.O. a réalisé une étude sur la pourvoirie dans l'Outaouais et l'a diffusée lors d'un mini-colloque sur la pourvoirie tenu à Maniwaki.

À l'instar des années précédentes, la S.A.O. a participé conjointement avec l'Association des pourvoyeurs en chasse et pêche de l'Outaouais, à un programme de promotion. Ce programme publicitaire visait à faire connaître les mérites de la chasse et de la pêche dans l'Outaouais.

Camping — Le Service du développement touristique a poursuivi ses efforts afin de favoriser l'expansion et l'amélioration des services offerts dans les terrains de camping dans la Haute-Gatineau. Ce même type d'efforts fut également déployé dans le Pontiac.

Notons également que la S.A.O. a participé, conjointement avec l'Association des propriétaires de terrains de camping de l'Outaouais, à un programme de promotion visant à faire connaître cette activité.

Village vacances-famille — Le Service du développement touristique a fait de la recherche de subvention et a offert de l'aide technique en ce qui concerne la formule de «village vacances-famille». Deux projets ont été étudiés, un premier au lac Giles et un second au lac Simon.

Activités à potentiel touristique

Certaines démarches ont été entreprises concernant le développement de différentes activités récréatives ayant un potentiel d'attraction touristique dont le golf et l'équitation. En effet, l'étude sur le projet des Montagnes-Noires, effectuée au cours de l'année, concluait à la possibilité de développement du tourisme équestre.

La Société a également apporté son concours technique afin de développer certaines activités spécifiques, soit la descente en radeau pneumatique de la rivière Outaouais, les sucreries, l'implantation d'un théâtre d'été au lac Simon et la mise en valeur de l'hôtel Symmes à Aylmer.

Concernant le développement du réseau d'accueil, l'étude sur la «Maison du tourisme», commandée par la Ville de Hull, la C.C.N. et la S.A.O., s'est poursuivie. Un comité directeur formé de l'Association touristique de l'Outaouais, de l'O.P.D.Q., du M.I.C.T.Q. et de la S.A.O., supervise le déroulement de cette étude dont les conclusions seront connues au cours du prochain exercice financier.

La promotion

À l'instar des secteurs industriel et commercial, la Société a élaboré et mis en place une campagne de promotion du développement touristique au cours de l'exercice financier. Cette campagne dont les premiers jalons furent posés au printemps de 1982 vise à positionner l'Outaouais québécois comme lieu dynamique d'investissement. L'objectif principal de la campagne est de sensibiliser les gens d'affaires aux diverses possibilités d'investissement dans le secteur touristique de l'Outaouais.

Parmi les gestes posés dans le cadre de cette campagne, il y a eu la confection d'un programme de publicité et de placement-

média ainsi que la confection de documents promotionnels et le début de la réalisation d'un diaporama présentant les avantages de localisation de l'Outaouais québécois. La S.A.O. a répondu à trente et une demandes de renseignements sur les possibilités d'investissement dans le secteur touristique.

Les agents de développement touristique ont accueilli deux groupes de promoteurs investisseurs à qui ils ont fait visiter les principaux centres de villégiature de la région. D'excellentes relations ont été établies avec l'Office québécois du commerce extérieur.

Le Service du développement touristique a travaillé avec plusieurs groupes du milieu et a apporté une contribution financière et une aide technique à la production de cinq dépliants touristiques, soit deux dans la Haute-Gatineau (dont un en voie de réalisation), deux dans la Petite-Nation (dont une carte et un dépliant pour la saison estivale) et un dépliant à Buckingham qui sera réalisé au cours du prochain exercice financier.

Il y a également eu une participation financière et technique à la confection du dépliant «Ski dans l'Outaouais», un blitz promotionnel de l'hiver 1982-83. La Société a contribué financièrement à la production d'un audio-visuel permettant d'améliorer la promotion du marathon de canot de la Lièvre.

Dans le cadre de démarches de prospection, le Service du développement touristique fut représenté à plusieurs colloques qui se sont déroulés au cours de l'exercice financier. Il suffit de mentionner le colloque sur le cyclo-tourisme à Hull, le colloque de l'Association de la recherche touristique à Ottawa, le colloque sur le tourisme et les arts à Montréal et le colloque annuel sur le tourisme de l'Office du tourisme et des congrès de la Capitale du Canada.

L'information et l'animation économique

Le programme d'information et d'animation économique du secteur touristique comprend trois volets, soit la promotion, la sensibilisation et le perfectionnement.

L'objectif des actions de promotion est la rationalisation de la stratégie marketing au niveau régional, la recherche de nouveaux marchés permettant d'alimenter certains secteurs tels la pourvoirie, le ski, etc., et la promotion d'événements touristiques, d'attraits naturels et historiques.

La Société a poursuivi l'établissement de liens étroits avec l'Association touristique de l'Outaouais (A.T.O.) par la participation à des projets conjoints et de l'aide technique. De plus, les actions de la Société ont permis d'offrir de l'aide technique au Comité touristique de la Petite-Nation pour la confection d'une brochure et d'une carte. Une aide technique a été donnée à la municipalité de Buckingham pour la recherche et la mise en plan d'une carte touristique. La S.A.O. a également apporté son support au projet «Image de la Petite-Nation» dont l'objectif est la promotion touristique de cette zone.

Le volet sensibilisation permet de fournir un appui financier aux organismes du milieu ou aux municipalités afin de promouvoir le tourisme et de bénéficier des retombées économiques et sociales. Le Service du développement touristique a organisé à l'automne de 1982 un colloque régional sur les manifestations touristiques. Ce colloque a permis la rencontre de membres de clubs sociaux, responsables de services de loisirs, de gens d'affaires du domaine touristique, soit les restaurateurs, les aubergistes, les propriétaires de terrains de camping, etc. Le colloque a favorisé l'éclosion d'une réflexion générale sur la fête populaire et d'une plus grande sensibilisation des organisateurs aux divers aspects des manifestations touristiques (administration, retombées économiques, impacts touristiques). À la suite de ce colloque régional, la Société a organisé dans les diverses zones de l'Outaouais une série de rencontres permettant un suivi au colloque régional.

Le troisième volet de ce programme est le perfectionnement. Il offre la possibilité aux gens de l'entreprise privée d'améliorer

leur potentiel et de mettre à jour leurs compétences dans la mise en marché, la promotion et la gestion.

La S.A.O. a fait appel à certains experts du domaine touristique, du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, de l'Institut du tourisme et de l'hôtellerie du Québec, etc. Les agents de développement touristique ont travaillé à favoriser les contacts entre certains entrepreneurs et spécialistes en vue de résoudre les problèmes particuliers de l'entreprise touristique.

CHAPITRE III

LA GESTION DES ÉQUIPEMENTS

Comme nous l'avons vu précédemment, la Société d'aménagement de l'Outaouais adoptait en septembre 1981 un nouveau plan d'action visant à rendre son action plus efficace dans ses domaines d'intervention.

La Société s'appuie de plus en plus sur l'initiative du secteur privé pour la poursuite du développement récréatif de la région. C'est donc dans cette perspective que les centres touristiques deviennent de véritables «parcs industriels» du secteur récréatif.

L'objectif visé par le plan d'action est de rentabiliser et de mettre en commun les infrastructures et équipements des centres qui deviennent ainsi des lieux intéressants pour les entrepreneurs. Ces derniers peuvent y trouver des conditions d'investissement beaucoup moins onéreuses.

De plus, la vocation communautaire initiale des centres touristiques cède progressivement le pas à une vocation économique conduisant à la création d'emplois et commandant l'implantation d'activités reliées à l'industrie du tourisme ou de la récréation commerciale, le tout initié par le secteur privé.

Ainsi toute ouverture aux initiatives du secteur privé et les nouvelles formules de gestion proposées favorisent le regroupement de gestionnaires privés ainsi que diverses formules de «partnership» entre les secteurs privé et public. La S.A.O. a déjà réussi à attirer des promoteurs, des groupes organisés, de simples citoyens à intervenir dans la consolidation et le développement des centres touristiques. Des groupes organisés et des citoyens sont intervenus au niveau de l'animation et de l'utilisation des parcs urbains.

Le «virage économique» pris par la S.A.O. dans l'opération de ses parcs et centres touristiques a des impacts positifs au plan de la gestion financière. De nouveaux revenus sont ainsi générés par des concessions, rentes, locations provenant des investissements privés et, indirectement par la mise en commun de certains services et équipements.

On abordera dans la première partie de ce chapitre la gestion des équipements touristiques et récréatifs puis dans la seconde partie la gestion de l'Aéroport de Gatineau.

La gestion des équipements touristiques et récréatifs

En plus de procurer à quelque cinq cent douze mille (512 000) vacanciers au cours de l'exercice financier 1982-83, des services de qualité, tant à l'hébergement, au camping, dans le domaine de restauration et de bar, dans les services nautiques, pique-niques, baignade, etc., l'exploitation des centres constitue un moteur de développement économique d'une importance accrue pour toute la région de l'Outaouais et plus particulièrement, dans chacune des zones de l'Outaouais où les centres sont établis.

L'exploitation des centres a généré plus de 1 075 000 $ en revenus directs. Au niveau des dépenses, les traitements et contributions aux employés des parcs et centres représentent plus de 1 265 000 $, et près de 500 000 $ en biens et services pour le bon fonctionnement des équipements en place. Notons également que 175 000 $ furent déboursés en taxes foncières aux différentes municipalités. La S.A.O. a embauché plus de cent soixante-deux (162) personnes, ce qui représente cinquante-cinq (55) personnes/années.

Les retombées économiques des revenus directs, des achats, de la masse salariale sont d'une importance primordiale dans toutes les zones où les centres sont implantés.

L'entreprise privée s'est jointe à la Société pour offrir à la clientèle une gamme variée d'activités et de services dans les centres et parcs et a versé à la S.A.O., à titre de concessions, plus de 7 000 $. L'investissement de ces entrepreneurs privés se chiffre à plus de 135 000 $ et les emplois créés directement s'établissent à 41.

Notons enfin qu'un tarif de stationnement fut exigé au Parc du

lac Leamy, au Parc du lac Beauchamp et à la plage du lac Simon et du lac de l'Argile pour couvrir une partie des coûts reliés à l'activité de la plage et des aires de pique-niques.

Parc du lac Leamy

Comme partout ailleurs, la saison estivale fut de courte durée, soit fin juin à fin juillet, dû à la mauvaise température.

La Fédération canadienne de ski nautique a loué le plan d'eau et les équipements dans le but d'entraîner les officiels et les membres de l'équipe canadienne.

Marina Solo, le seul concessionnaire, a dispensé des cours de planche à voile et en a fait également la location.

Parc du lac Beauchamp

Trois (3) événements majeurs ont eu lieu au cours de l'été :

- la journée de pêche CKCH a attiré plus de 7 000 personnes encore une fois, la truite d'une valeur de 10 000 $ a été prise;
- les festivités de la Fête nationale;
- une course de motoneige sur l'eau, une première cette année, qui a suscité l'enthousiasme de quelque 5 000 spectateurs.

La saison d'hiver a été désastreuse, à cause du manque de neige et de la courte période favorable au patinage.

Trois (3) activités spéciales, toutes reliées au ski de fond, se sont déroulées au cours du mois de février 1983 :

- le 13, le Marathon canadien de ski;
- le 20, la coupe Skinook de ski;
- les 25, 26 et 27, la coupe Sealtest.

Marina du lac Deschênes

La marina est encore cette année le centre qui génère le plus de revenus directs à la Société et a enregistré une augmentation de près de 20% sur l'exercice précédent.

Différents facteurs sont attribuables à ce résultat dont la majoration des tarifs de mouillage et les embarcations à la marina qui ont en moyenne une taille plus grande qu'auparavant. Les revenus du bar ont également augmenté, et ce, malgré la température peu clémente et la situation économique qui a sévi tout au cours de l'exercice financier.

Deux événements majeurs se sont déroulés à la marina au cours de l'été :

- les fêtes de la St-Jean qui ont été intégrées à la semaine culturelle d'Aylmer ont attiré plus de 10 000 personnes;
- la Compétition interprovinciale de planche à voile, les 28 et 29 août. Cet événement annuel connaît un essor constant.

L'École de voile de l'Outaouais a dispensé des cours de voile et en a fait la location. L'école a également offert des cours et de la location de planche à voile.

Le Club de voile Grande-Rivière a organisé un programme de régates hebdomadaires.

Centre touristique du lac de l'Argile

Le Centre touristique du lac de l'Argile a connu sa meilleure

saison au cours de l'été 1982, réalisant une augmentation des revenus au cours de l'exercice financier de l'ordre de 33%. Les conditions économiques difficiles ont incité les vacanciers à écouler leurs vacances dans leur région immédiate. Les statistiques d'occupation démontrent que 78% de la clientèle provient de la région immédiate de Hull, de Gatineau et d'Ottawa. Des groupes de campeurs ont occupé 33 sites saisonniers créant de ce fait un pôle d'attrait pour leurs parents et amis.

Le golf a également connu un essor, doublant le nombre de golfeurs de l'année 1980 et une augmentation de 22% par rapport à 1981.

La location de roulottes fut aussi un succès.

Marina Solo a dispensé des cours de planche à voile et en a fait la location. Le Club nautique de l'Outaouais a donné des cours de ski nautique, des cours de cerf-volant et a offert des tours de paravoile.

Le Centre touristique du lac de l'Argile a été au cours de deux (2) fins de semaine, les 6 et 7 août et les 13 et 14 août 1982, le site des grandes compétitions de l'Omnium Soleil de l'Outaouais, tournoi amateur de volley-ball sur plage qui n'a cessé de croître depuis sa création en 1977.

Au cours de la première fin de semaine, 150 équipes ont participé à l'événement récréatif et la semaine suivante, 100 équipes ont été inscrites aux épreuves compétitives, pour les joueurs de calibre provincial ou supérieur.

Cet événement majeur dans la région attire près de 1000 participants accompagnés de parents et amis dont les retombées directes et indirectes sont d'une importance primordiale. Ce tournoi est organisé par l'Association de volley-ball de l'Outaouais.

Même si des efforts et du temps ont été consacrés comme jamais à la fabrication de neige artificielle, le centre n'a pu accueillir les skieurs avant le 8 janvier. Les pluies fréquentes de la mi-décembre au début janvier ont retardé l'ouverture qui était prévue pour le 17 décembre.

À cause du manque de neige, le ski de fond fut pratiquement nul.

Le centre, contrairement aux années précédentes, et dans le seul but de réduire les frais d'exploitation, ne fut ouvert que les vendredis, samedis et dimanches.

Il fut l'hôte, le 29 janvier 1983, des compétitions régionales de ski alpin dans le cadre des Jeux du Québec.

Le concessionnaire Beau-Soleil Sport a dispensé des cours de ski alpin et a assumé la location d'équipements de ski de fond et de ski alpin.

Centre touristique du lac Simon

Le Centre touristique du lac Simon, comme au cours des années précédentes, a connu un succès total, enregistrant au cours de la saison d'activités une forte occupation telle que de nombreux groupes-campeurs ont dû être refusés.

Plusieurs concessionnaires ont aidé à compléter la gamme d'activités offertes par le centre.

Le Ranch Liberté Inc. a offert l'équitation.

Marina Solo a dispensé des cours de planche à voile et en a fait la location.

Le Club nautique de l'Outaouais a donné des cours de ski nautique, des tours de cerf-volant et des tours de paravoile.

Monsieur Yvon Charlebois a exploité une aire de pratique de golf.

Les Maraudeurs de Duhamel Inc. ont organisé un barbecue géant sur la plage.

Les Cerfs de Duhamel Inc. ont été les organisateurs du Festival québécois au cours de la fin de semaine de la Fête nationale.

En collaboration avec Métro-Richelieu, l'Office national du film a présenté une série de films tout au cours de l'été.

Mentionnons que durant la saison d'hiver le centre ne fut ouvert qu'à certaines occasions.

Centre touristique du lac Leslie

Plus que tous les autres centres de camping de la S.A.O., le Centre touristique du lac Leslie compte sur une clientèle fidèle. L'on constate effectivement que plus de 65% des clients y retournent à chaque année et sont majoritairement de la grande région Gatineau, Hull, Aylmer. Le centre est toutefois moins connu, comme d'ailleurs, la région du Pontiac versus la Petite-Nation. Des efforts particuliers de promotion et de publicité dans les régions environnantes de l'Est de l'Ontario laissent présager des résultats concrets.

Au cours du mois de juillet, le centre a connu une augmentation de plus de 42% sur l'exercice précédent.

Trois activités sont à souligner :

— le feu de la St-Jean, le 26 juin;

— le Noël du Campeur, le 31 juillet;

— le festival d'été, le 8 août.

Centre touristique de la Haute-Gatineau

La clientèle de passage s'est maintenue au cours de la saison. Toutefois, la majorité des campeurs saisonniers au cours de l'exercice financier précédent étaient à l'emploi de contracteurs oeuvrant au projet de la route Maniwaki-Témiscamingue. Compte tenu du fait que ce projet ne s'est pas poursuivi dans la région immédiate de Maniwaki au cours de l'été 1982, le centre touristique a ainsi perdu cette clientèle saisonnière.

Plusieurs événements à caractère local se sont déroulés au centre, soit pique-niques, marche du Club Rotary, groupes de spectacles, groupes scolaires, C.L.S.C., etc.

Une journée spéciale fut consacrée au Noël du campeur ainsi qu'une course de canot.

Malgré une température peu favorable aux activités d'hiver, le centre a maintenu ses revenus au même niveau que ceux de l'hiver précédent.

Le Club Optimiste de Maniwaki a encore une fois offert les services de patinoire et de glissoire à la population de la région.

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'OUTAOUAIS
FRÉQUENTATION DES PARCS ET CENTRES TOURISTIQUES
AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 1982-83

	BEAUCHAMP		LEAMY		MARINA LAC DESCHÊNES		LESLIE	
	ÉTÉ 82	HIVER 82-83	ÉTÉ 82	HIVER 82-83	ÉTÉ 82	HIVER 82-83	ÉTÉ 82	HIVER 82-83
Terrain de balle [3]								
Camping [1]					6 300			FERMÉ
Plage - pique-nique [3]	49 000		65 000		111 400 *		10 958	
Ski de fond - raquette [3]		11 000		500			1 900	
Ski alpin [3]								
Ski nautique [3-5]								
Patinoire		5 500		4 800		15 975		
Motoneige [4]								
Hébergement [2]								
Glissoire [3]		3 600		300				
Marina - "à quai" [4]					210			
- "à terre" [4]					65			
- "entreposage" [4]					4			
Golf [3]								
TOTAL	49 000	20 100	65 000	5 600	117 979	15 975	12 858	—

	HAUTE-GATINEAU		ARGILE		SIMON		PETITE-ROUGE	
	ÉTÉ 82	HIVER 82-83	ÉTÉ 82	HIVER 82-83	ÉTÉ 82	HIVER 82-83	ÉTÉ 82	HIVER 82-83
Terrain de balle [3]					FERMÉ			
Camping [1]	2 267		32 717		81 851			
Plage - pique-nique [3]	1 900		26 500		53 460		154	
Ski de fond - raquette [3]		1 936		470				891
Ski alpin [3]				2 672				
Ski nautique [3-5]								
Patinoire		2 621						
Motoneige [4]		1 285		200				
Hébergement [2]			1 821				3 571	1 966
Glissoire [3]		4 884						
Marina - "à quai" [4]								
- "à terre" [4]								
- "entreposage" [4]								
Golf [3]			5 012					
TOTAL	4 167	10 726	66 050	3 342	135 311	—	3 725	2 857

[1] Campeurs/jour
[2] Nuitées
[3] Nombre absolu
[4] Embarcations ou véhicules
[5] Fins de semaines seulement
* Achalandage au parc, à la Marina et au pavillon

La gestion de l'Aéroport de Gatineau

C'est dans la partie nord de l'aéroparc industriel qu'a été aménagé l'Aéroport de Gatineau. Il est le second aéroport en importance de l'agglomération Gatineau/Hull/Aylmer-Ottawa. Il comprend une piste de 1 830 mètres d'une capacité portante de 90 720 kg, un tablier permettant le stationnement de quatre avions lourds et 75 avions légers. L'Aéroport est équipé d'aides à la navigation visuelle, soit des phares de pistes, un indicateur visuel de pente d'approche (VASIS), des feux d'identification de seuil (RIL), des lumières d'approche et des balises d'obstacles. On retrouve également des aides à la navigation électronique, soit un radio-phare d'enlignement (LOCALISER) et un radio-phare non directionnel (NDB). Une station d'information de vol, gérée par Transports Canada, opère de 5 h 30 à 21 h 30, sept jours par semaine.

L'Aéroport de Gatineau offre des services complets pour les aéronefs, soit l'essence jet A-1 et AVGAS 100/130, l'huile, un camion de déglaçage, un appoint électronique pour démarrage, la manutention de cargo et bagages, l'entretien d'aéronefs et d'hélicoptères, etc. Des services complets pour les pilotes et passagers sont prévus tels qu'une salle de conférences, un service de location automobile et un service d'autobus aux heures de vol.

Au cours de l'exercice financier, les heures d'opération de l'Aéroport ont été de 7 heures à 23 heures du 1er avril au 31 octobre et de 6 heures à 23 heures du 1er novembre au 31 mars. À maintes reprises, les heures d'opération ont été plus longues afin d'accueillir des vols privés, des vols gouvernementaux, ou encore pour des réceptions tenues à l'aérogare, ou pour le déneigement de la piste. Pour la première fois en cinq ans, les mouvements aériens ont accusé une chute. Le total des mouvements aériens pour l'exercice financier ont été de 36 506. Par contre, les mouvements itinérants ont augmenté de 802. La diminution des mouvements locaux est attribuable principalement à la fermeture de l'école de pilotage Air Gatineau à la mi-novembre 1982. Des démarches ont été entreprises afin d'accueillir une autre école de pilotage au cours du prochain exercice financier.

Les passagers de la compagnie aérienne Québec Aviation ont augmenté de 2 073 par rapport à 1981-82. La compagnie Québec Aviation opère la ligne Gatineau-Québec, Québec-Gatineau en offrant trois vols par jour en semaine et un vol le dimanche.

Quatre événements d'importance ont eu lieu à l'Aéroport de Gatineau au cours de l'exercice financier. D'abord, l'aérofête '82 qui a attiré plus de 10 000 personnes; la course annuelle de motoneige qui a accueilli plus de 3 000 personnes; une «journée aviation» organisée par le Club Optimiste de Gatineau et une fin de semaine de compétition tenue par le club «National Aerobatics Canada».

La sécurité de l'Aéroport de Gatineau s'est accrue au cours de l'année par l'acquisition de nouveaux équipements de sécurité dont un plateau sur patins avec une capacité de 650 litres de mousse AFFF, d'une trousse de désastre comprenant le matériel de premiers soins, d'accessoires complémentaires au camion incendie (cagoule d'amiante, manteaux de pompiers, extincteurs). De plus, une importante simulation d'urgence s'est déroulée au début de l'été afin de mettre à l'épreuve le «Manuel de procédures d'urgence» et d'y apporter les correctifs nécessaires. Plusieurs intervenants ont participé à cet exercice parmi lesquels on peut mentionner la Protection civile du Québec, le Service des incendies de Gatineau, la Sûreté municipale de Gatineau, ainsi que des ambulanciers de l'Outaouais.

Mentionnons enfin que plusieurs projets ont été mis sur pied afin de promouvoir l'Aéroport de Gatineau auprès de diverses clientèles-cibles. Ainsi on a procédé à la confection d'un dépliant publicitaire qui vise à faire connaître les caractéristiques techniques de l'aéroport et les avantages de localisation pour les entreprises de services ou les manufacturiers reliés au domaine de l'aviation. La S.A.O. a fait un envoi de documents de promotion de l'Aéroport et de l'aéroparc à près

de 3000 entreprises du secteur aérien, des services et industries aériennes. Ces projets de promotion se poursuivront au cours du prochain exercice financier.

CHAPITRE IV

LES ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Le Ministre des Affaires municipales
du Québec

Nous avons vérifié les états des résultats et du déficit accumulé et de l'évolution de la situation financière du Fonds d'administration budgétaire et les états de l'évolution de la situation financière et des investissements en immobilisations du Fonds de capital et d'emprunt de la Société d'aménagement de l'Outaouais pour l'exercice terminé le 31 mars 1983 ainsi que les bilans du Fonds d'administration budgétaire et du Fonds de capital et d'emprunt à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement les résultats de l'exploitation de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 1983 et sa situation financière à cette date selon les principales pratiques comptables énoncées à la note 1 aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Billard / Clarke / Ernst & Whinney

Comptables agréés

Hull (Québec), le 15 juin 1983.

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'OUTAOUAIS
FONDS D'ADMINISTRATION BUDGÉTAIRE
RÉSULTATS ET DÉFICIT ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1983

	1983	1982
REVENUS		
Subvention - Ministère des Affaires municipales	$ 4 632 600	$ 4 200 000
Subvention - Aéroport de Gatineau	250 000	
Surplus actuariel - Régime de rentes (note 3)	150 000	223 343
Ventes de terrains	99 625	645 604
Rentes emphytéotiques	2 778	3 730
Autres	10 305	5 411
	5 145 308	5 078 088
DÉPENSES		
Appropriation du déficit de l'exercice précédent	20 511 002	16 036 922
Traitements, salaires et allocations (note 3)	2 570 349	2 760 046
Transports et communications	460 221	322 084
Services professionnels et administratifs	217 960	204 448
Entretien et réparations	38 797	37 696
Loyers	247 608	284 027
Approvisionnements	88 456	91 915
Immobilisations à même les revenus	25 130	(5 769)
Service de la dette (note 4)	4 620 949	4 374 355
Excédent des dépenses sur les revenus (revenus sur les dépenses) (relevé p. 56)		
Aéroport de Gatineau	389 346	332 052
Centres touristiques et récréatifs	1 147 588	1 172 513
Propriétés en location	(24 775)	(21 199)
	30 292 631	25 589 090
DÉFICIT ACCUMULÉ	$ 25 147 323	$ 20 511 002

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'OUTAOUAIS
FONDS D'ADMINISTRATION BUDGÉTAIRE
ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1983

	1983	1982
AUGMENTATION DE LA DETTE À LONG TERME		
Intérêts courus sur avances du ministère des Finances	$ 3 488 198	$ 3 408 156
UTILISATIONS DES FONDS		
Déficit accumulé	25 147 323	20 511 002
Appropriation du déficit de l'exercice précédent, poste ne comportant aucun mouvement de fonds	20 511 002	16 036 922
	4 636 321	4 474 080
DIMINUTION DES FONDS	1 148 123	1 065 924
SOLDE FINANCÉ PROVISOIREMENT AU DÉBUT	956 791	(109 133)
SOLDE FINANCÉ PROVISOIREMENT À LA FIN	$ 2 104 914	$ 956 791

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'OUTAOUAIS
FONDS D'ADMINISTRATION BUDGÉTAIRE
BILAN
31 MARS 1983

	1983	1982
ACTIF		
Débiteurs	$ 115 308	$ 339 787
Stocks, au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation	87 566	91 398
Frais imputables au prochain exercice	109 512	94 471
	$ 312 386	$ 525 656
PASSIF		
Découvert en banque	$ 123 821	$ 223 233
Créditeurs et frais courus	954 324	690 712
Dépôts remboursables	51 188	44 124
Dû au Fonds de capital et d'emprunt	1 244 207	501 864
Revenus reportés	43 760	22 514
Intérêts courus sur avances du ministère des Finances	23 042 409	19 554 211
	25 459 709	21 036 658
DÉFICIT ACCUMULÉ	(25 147 323)	(20 511 002)
	$ 312 386	$ 525 656

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Roger Blais

Guy Gagnon

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'OUTAOUAIS
FONDS DE CAPITAL ET D'EMPRUNT
ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1983

	1983	1982
DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS		
Infrastructures et équipements industriels et commerciaux	$ 287 861	$ 54 016
Équipements touristiques et récréatifs	63 442	1 170 981
Ameublement et équipement	8 153	
Autres équipements		(7 147)
Véhicules	25 129	(2 812)
	384 585	1 215 038
FINANCEMENT DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS		
Avances du ministère des Finances (note 5)	347 300	524 700
Immobilisations à même le Fonds d'administration budgétaire	33 282	(9 959)
Coût des terrains vendus	(46 800)	(338 109)
	333 782	176 632
DIMINUTION DES FONDS	50 803	1 038 406
SOLDE FINANCÉ PROVISOIREMENT AU DÉBUT	8 525 013	7 486 607
SOLDE FINANCÉ PROVISOIREMENT À LA FIN	$ 8 575 816	$ 8 525 013

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'OUTAOUAIS
FONDS DE CAPITAL ET D'EMPRUNT
INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1983

	1983	1982
SOLDE AU DÉBUT	$ 2 315 648	$ 2 658 380
Ajouter (déduire)		
Immobilisations à même le Fonds d'administration budgétaire	33 282	(9 959)
Versements de capital sur la dette à long terme		5 336
Coût des terrains vendus	(46 800)	(338 109)
SOLDE À LA FIN	$ 2 302 130	$ 2 315 648

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'OUTAOUAIS
FONDS DE CAPITAL ET D'EMPRUNT
BILAN
31 MARS 1983

	1983	1982
ACTIF		
Encaisse	$ 1 081	
Débiteurs	347 300	
Frais imputables au prochain exercice	73 654	$ 78 807
Avances au Fonds d'administration budgétaire	1 244 207	501 864
Immobilisations à même les revenus (note 6)	625 906	592 624
Immobilisations, au coût (note 7)	45 712 640	45 361 337
	$ 48 004 788	$ 46 534 632
PASSIF		
Passif à court terme (note 8)	$ 8 774 525	$ 7 353 211
Provision pour indemnités d'expropriation (note 10 (c))	1 467 533	1 752 473
Avances du ministère des Finances (note 5)	35 460 600	35 113 300
	45 702 658	44 218 984
INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS	2 302 130	2 315 648
	$ 48 004 788	$ 46 534 632

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Roger Blais

Guy Gagnon

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'OUTAOUAIS NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 MARS 1983

1- PRINCIPALES PRATIQUES COMPTABLES

MÉTHODE DE COMPTABILITÉ

Les états financiers ont été préparés par la Société selon la méthode de comptabilité par fonds afin d'observer les limites et restrictions reliées à l'utilisation des ressources qui lui sont disponibles. Selon cette méthode, les opérations de la Société sont réparties entre deux fonds distincts, le Fonds d'administration budgétaire et le Fonds de capital et d'emprunt.

STOCKS

La méthode du coût moyen est utilisée dans le calcul du coût des stocks.

ENGAGEMENTS

La Société comptabilise au passif à court terme les engagements envers ses fournisseurs sous forme de commandes ainsi que tous les montants approuvés par résolution du conseil d'administration pour des projets spécifiques et qui n'ont pas encore fait l'objet d'une commande d'achat à la fin de l'exercice.

DÉFICIT ACCUMULÉ

Le solde du déficit accumulé à la fin d'un exercice est approprié aux résultats de l'exercice suivant au Fonds d'administration budgétaire.

2- CONSTITUTION

La Société d'aménagement de l'Outaouais a été constituée en vertu de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais.

3- SURPLUS ACTUARIEL - RÉGIME DE RENTES

Suite à une recommandation des actuaires conseils et tel que permis suivant les règlements du régime, la Société n'a pas participé au régime des rentes pour une somme de 150 000 $ au cours de l'exercice 1983. La dépense annuelle pour le régime de rentes totalisant 230 000 $ pour l'exercice 1983, est incluse au poste traitements, salaires et allocations.

4- SERVICE DE LA DETTE

	1983	1982
Intérêts sur emprunt bancaire	$ 1 132 751	$ 960 620
Ville de Hull		3 519
Ville de Gatineau		2 060
Ministère des Finances	3 488 198	3 408 156
	$ 4 620 949	$ 4 374 355

5- AVANCES DU MINISTÈRE DES FINANCES

Les avances consenties par le ministère des Finances portent intérêt au taux moyen des emprunts à long terme de la province de Québec, comme suit :

Avant le 1er novembre 1975	$ 11 800 000	9,94%
Du 1er novembre 1975 au 31 mars 1976	6 000 000	9,75%
Du 1er avril 1976 au 31 mars 1977	6 000 000	10,25%
Du 1er avril 1978 au 31 mars 1979	7 700 000	10,25%
Du 1er avril 1979 au 31 mars 1980	1 723 800	10,50%
Du 1er avril 1980 au 31 mars 1981	1 364 800	11,30%
Du 1er avril 1981 au 31 mars 1982	524 700	16,00%
Du 1er avril 1982 au 31 mars 1983	347 300	13,00%
	$ 35 460 600	

Pour l'exercice terminé le 31 mars 1981, l'avance de 1 364 800 $ comprend une somme de 824 300 $ consentie sans intérêt.

6- IMMOBILISATIONS À MÊME LES REVENUS

Ameublement et équipement	$ 183 059	$ 174 906
Autres équipements	257 808	257 808
Équipement pour l'aéroport	9 274	9 274
Véhicules	175 765	150 636
	$ 625 906	$ 592 624

7- IMMOBILISATIONS

	1983	1982
INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX		
Parc industriel Richelieu	$ 167 754	$ 186 298
Parc industriel du Pontiac	921 317	955 781
Aéroparc industriel de Gatineau	3 708 [illegible]	3 367 989
Aéroport régional de Gatineau	9 231 [illegible]	9 233 519
Projet - CITUF	2 999	1 199
Propriété - Ruisseau de la Brasserie	824 500	824 500
	14 857 127	14 569 266
ÉQUIPEMENTS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIFS		
Marina du lac Deschênes	3 040 967	3 033 136
Hôtel Symmes	1 064 391	1 064 391
Parc du lac Lemay	1 778 773	1 776 973
Parc du lac Beauchamp	2 509 177	2 502 644
Centre touristique de la Haute-Gatineau	1 310 875	1 310 875
Centre touristique du lac Leslie	1 981 440	1 985 082
Centre touristique du lac de l'Argile	5 919 128	5 930 672
Centre touristique du lac Simon	3 787 110	3 768 407
Centre touristique de la Petite Rouge	1 294 499	1 266 391
Site du lac Gagnon	1 207 311	1 206 770
Vallée du ruisseau Meach	5 922 719	5 920 607
Frayère Pelissier	70 423	70 423
Entrepôt atelier central	648 054	633 054
Maison Hammond	320 646	320 646
	30 855 513	30 792 071
	$ 45 712 640	$ 45 361 337

8- PASSIF À COURT TERME - FONDS DE CAPITAL ET D'EMPRUNT

	1983	1982
Découvert en banque		$ 47 774
Emprunt bancaire	$ 8 162 313	6 532 682
Fournisseurs	9 618	21
Engagements	588 965	722 564
Retenues sur contrats	13 629	50 170
	$ 8 774 525	$ 7 353 211

L'emprunt bancaire a été autorisé par décret du Gouvernement du Québec.

9- ENGAGEMENT

La Société d'aménagement de l'Outaouais est liée en vertu de quatre baux à long terme pour des caravanes, un ordinateur, une imprimante et des voiturettes. L'engagement minimum annuel de la Société relativement à ces baux à long terme se chiffre à : 1984 - 20 648 $; 1985 - 7 994 $; 1986 - 6 506 $ et 1987 - 1 084 $.

10- ÉVENTUALITÉS

a) *Versements au ministère de la Voirie*
Si, dans l'esprit de la résolution numéro 70/71-7-6 de la Société, le lieutenant-gouverneur en conseil reconnaissait éventuellement l'opportunité de rembourser à la Société la somme de 4 500 000 $ versée au ministère de la Voirie à raison de 1 500 000 $ par année, ce montant pourra au moment de cette décision être considéré, pour fins comptables, comme ayant été un prêt au ministère.

b) *Expropriation*
Le Gouvernement du Québec a exproprié dans la Vallée du ruisseau Meach des terrains appartenant à la Société. Au 31 mars 1983, aucun montant n'a été comptabilisé étant donné que la superficie expropriée ainsi que l'indemnité à recevoir n'est pas connue.

c) *Provision pour indemnités d'expropriation*
La provision pour indemnités d'expropriation a été établie en fonction de certaines indemnités déjà accordées par la Cour

ou déjà négociées pour des propriétés similaires à celles qui demeurent non réglées. Étant donné que cette provision est établie en fonction d'estimations, il n'est pas possible de déterminer si elle sera suffisante pour couvrir toutes les expropriations non encore réglées.

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'OUTAOUAIS
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1983

	1983	1982
RÉSULTATS - AÉROPORT DE GATINEAU		
REVENUS	$ 83 930	$ 78 506
DÉPENSES		
Traitements	182 000	170 966
Transports et communications	9 325	6 781
Services professionnels et administratifs	111 295	100 861
Entretien et réparations	112 119	74 240
Loyers	1 194	(590)
Approvisionnements	57 343	57 224
Immobilisations à même les revenus		1 076
	473 276	410 558
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS	$ 389 346	$ 332 052

	1983	1982
RÉSULTATS - CENTRES TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIFS		
REVENUS	$ 1 077 081	$ 937 942
DÉPENSES		
Traitements	1 265 415	1 305 888
Transports et communications	71 731	49 467
Services professionnels et administratifs	319 076	248 436
Entretien et réparations	83 541	85 356
Loyers	18 936	24 013
Approvisionnements	457 818	402 440
Immobilisations à même les revenus	8 152	(5 145)
	2 224 669	2 110 455
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS	$ 1 147 588	$ 1 172 513
RÉSULTATS - PROPRIÉTÉS EN LOCATION		
REVENUS	$ 112 378	$ 117 414
DÉPENSES		
Transports et communications		48
Services professionnels et administratifs	49 668	74 301
Entretien et réparations	37 996	14 032
Fournitures et approvisionnements	(61)	7 834
	87 603	96 215
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	$ (24 775)	$ (21 199)

ANNEXE
LISTE DES ÉTUDES RÉALISÉES
EXERCICE FINANCIER
1982-83

Secteur industriel

Gatineau : une ville en pleine effervescence
André Villemaire - Mars 1982

Données économiques sur l'agglomération de Hull-Gatineau-Aylmer
S.A.O. - Mai 1982

Région de l'Outaouais; son évolution au cours des dix dernières années et ses possibilités de développement
André Villemaire et Léon Lajoie - Mai 1982

Estimations pour l'amélioration et l'agrandissement des équipements existants à l'aéroport de St-André-Avellin, Québec
S.A.O. - Décembre 1982

Aperçu du potentiel de marché pour le carton ondulé dans la région Ottawa-Hull
André Villemaire - Janvier 1983

Possibilités de développement de l'acériculture dans l'Outaouais
Léon Lajoie - Février 1983

Liste partielle des espaces industriels et commerciaux disponibles dans la région de l'Outaouais
C. Chénier, A. Villemaire - Février 1983

Textes : Cahier spécial du Régional sur les produits manufacturés dans l'Outaouais
A. Villemaire, L. Lajoie - Mai 1982

Étude de prospection auprès d'entreprises de Montréal voulant desservir le marché d'Ottawa-Hull (Gatineau, Aylmer) et se localiser dans l'Outaouais
Stracom Inc. - Janvier 1983

Mémoire adressé au Ministre responsable de la Science et de la Technologie, sur les possibilités de développement du secteur de haute-technologie dans l'Outaouais
F. Materazzi - 24 février 1983

Possibilités de développement industriel et commercial dans l'Outaouais québécois
Service du développement industriel et commercial - 19 mars 1983

Secteur commercial

Le commerce de détail dans le comté de Pontiac; propositions de développement
Léon Lajoie - Mai 1982

Centre-ville de Buckingham; détails d'une proposition d'aménagement en rapport à la réalisation de la phase à scénario 2
S.A.O. - Juin 1982

Étude de marché et de rentabilité d'un projet d'hôtel de 250 unités à Hull (document synthèse)
Weiss, Brazeau, Laventhol & Horwath - Août 1982

Maniwaki; a study of this commercial core, summary of the study and recommendations
André Villemaire - Décembre 1982

Campbell's Bay; réaménagement du centre-ville
P. Gabriel - Mars 1983

Étude de marché et de rentabilité d'un projet d'hôtel de 250 unités à Hull (rapport synthèse)
André Villemaire - Août 1982

Secteur tourisme et récréation

Étude des berges des rivières Gatineau et des Outaouais
Urbanex - Mars 1982

L'Outaouais québécois c'est tout désigné; occasions d'investissements dans l'industrie touristique
Pierre Dubé - Juillet 1982

Le tourisme dans l'Outaouais
Pierre Dubé - Mai 1982

La pourvoirie (en chasse et pêche) dans l'Outaouais québécois
Pierre Dubé - Septembre 1982

Le ski alpin et son impact économique dans l'Outaouais
Pierre Dubé - Septembre 1982

Les événements et manifestations touristiques dans l'Outaouais québécois et leur impact économique et commercial
Pierre Dubé - Octobre 1982

Fascicule-tourisme
S.D.T. - Novembre-décembre 1982

Festivités automnales dans l'Outaouais - Proposition d'organisation
Pierre Dubé - Novembre 1982

Le tourisme et l'enfant «un élément nouveau dans le développement touristique»
Pierre Dubé - Décembre 1982

Structuration d'un forfait ayant pour thème l'artisanat au Centre touristique de la Petite-Rouge à St-Émile-de-Suffolk - Rapport
Linda Sabourin - Décembre 1982

Stratégie de développement du site de tournage du film «Maria Chapdelaine» à Grand-Remous
Pierre Dubé - Décembre 1982

Le tourisme : aspects théoriques et pratiques au Québec. Tourisme et développement régional - Le cas de l'Outaouais québécois. (Édition Sodilis)
Pierre Dubé - 1982

Possibilités de développement de forfaits (Réveil printanier et féeries automnales) Outaouais 1983
Pierre Dubé - Janvier 1983

Centre d'hébergement du lac Giles, Canton de Blake
S.A.O. - Février 1983

Le développement du Ruisseau de la Brasserie en fonction de la revitalisation du centre-ville de Hull
J.-G. Noël et Pierre Dubé - Décembre 1982

Pour un développement économique accéléré au centre-ville de Hull et en périphérie
S.A.O. - Mars 1983

Le Ruisseau de la Brasserie
ARUA pour S.A.O. - Mars 1983

Étude de faisabilité d'un centre de plein air aux Montagnes-Noires (Ripon/Montpellier)
Resscoplan Inc. - Mars 1983

Conservation du patrimoine

Projet d'implantation d'une halte historique à Buckingham
S.A.O. - Janvier 1983

POOR

QUALITY

ORIGINAL